

Résister!

Les indignés de la place d'Alliance

Commençons par citer france3.fr:

« Lundi 19 mars 2012 : Les forestiers de l'ONF du Grand-Est dénonçaient une fois de plus à Nancy les 77 suppressions de postes qui touchent la Lorraine.

Pendant qu'une délégation était reçue à 11h15 par le directeur territorial de l'ONF, les autres agents ont parcouru la ville encadrés par les forces de l'ordre.

Finalement les 400 forestiers se sont rassemblés place d'Alliance vers 15h30 avant de tenter de forcer le barrage de police rue Girardet pour tenter de rencontrer une nouvelle fois leur directeur et d'être repoussés. Dans le même temps, et très rapidement, quelques-uns des forestiers ont tronçonné 6 arbres de la place d'Alliance.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle a condamné "vivement ces actes inqualifiables et incompréhensibles venant de la part d'agents qui ont justement pour mission de protéger la forêt*". Quatre agents ont été interpellés et la Communauté Urbaine du Grand Nancy a porté plainte.»



En effet, le préfet de Meurthe-et-Moselle était aux premières loges pour suivre l'action puisqu'il trône rue Erignac à 50 mètres de la place d'Alliance. Mais il n'est pas le seul à s'indigner: André Rossinot maire de Nancy qui a ses bureaux place Stanislas

(à 70 mètres) a poussé également une grosse colère. L'évêque de Nancy, qui a ses modestes bureaux place d'Alliance, s'est aussi ému de la fin des 6 tilleuls**. Si l'on rajoute le directeur général

Prix

Le prix est librement fixé par le lecteur. Le prix de revient de ce numéro est de 0,40 €

**POLE
EMPLOI
IS RASED
PAGE 3**

**JOJO
IS DEAD
PAGE 5**

**RASED
IS DEAD
PAGE 7**

de l'ONF venu exprès en urgence depuis Paris se recueillir sur les souches des arbres martyrs, il y aura bientôt plus d'indignés place d'Alliance que d'arbres morts.

77 emplois supprimés à l'ONF ne font ni chaud ni froid à nos indignados du patrimoine, mais la chute de 6 tilleuls centenaires leur arrache les tripes. Que pèsent pour eux 77 emplois face à 6 arbres qui, en plus d'être situés sur une place déclarée patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO, ont poussé dans les (très) beaux quartiers de Nancy, sous les fenêtres des représentants de l'ordre, de la foi, et de la démocratie communale ?

On pourrait, si on était chipoteur, rétorquer aux rebelles des salons dorés que 77 suppressions de postes à l'ONF ça fait beaucoup plus de tort au patrimoine forestier national que la chute de six vénérables feuillus sur le pas de la porte des palais où nous avons la bonté de les entretenir. Mais ce serait chercher des poux dans la tonsure, la calvitie ou le poil ras, des susdits.

Bien sûr, lorsqu'il s'agissait de bétonner les jardins ouvriers de la Méchelle à Tomblaine, à l'automne dernier nos indignés en peau de lapin sont restés muets. Ils ont signé les permis de construire, de démolir, de bétonner et béni un projet délirant sur lequel le plus barbu d'entre eux fut bien obligé de revenir pour cause d'indigence financière. Mais il ne s'agissait, à Tomblaine, que de modestes laitues de l'année, de vulgaires groseilliers, et de divers arbres de pauvres situés bien loin du carré VIP de la place d'Alliance.

Comme nous ne sommes pas rancuniers, on ne rappellera pas aux

néo-écologistes radicaux en cravate ou chasuble du centre ville, un passé pas si lointain où leurs prédécesseurs ont massacré la place Thiers, (pour en faire quoi ?) et le quartier saint Sébastien pour en faire un centre commercial.

Mais on rappellera, tout de même, aux tartuffes du patrimoine plaqué or, que le service public est un aussi patrimoine, que des conditions de travail correctes, c'est un droit. On leur rappellera aussi que la lutte pour les droits des travailleurs, et pour un monde plus juste est aussi un patrimoine commun de l'humanité sur lequel ils ont pris l'habitude d'asseoir leurs augustes fessiers, aussi douillettement que

sur les chaises du mobilier national dont regorgent leurs palais de fonction.

Terminons en emboîtant le pas des organisations syndicales, qui tout en reconnaissant que c'est un « acte impulsif, un acte de rage », rappellent que la première violence dans les conflits sociaux est toujours celle des gens qui suppriment des emplois, des postes, et font passer le profit avant toute chose.



* Rappelons au passage à M. le préfet, qui a l'incompréhension sélective, que lui-même qui a pour mission de protéger la population humaine, envoie parfois ses agents mettre des coups de matraques à ladite population.

** mais pas de miracle pour l'instant,

R

AUTOGESTION ET COOPÉRATIVE

Depuis 1998, une loi espagnole autorise les squatteurs à se constituer en coopérative et ainsi à réhabiliter à moindres coûts des bâtiments publics abandonnés. Les 2600 habitants du village espagnol de Marinaleda ont confisqué les 1200 ha d'un propriétaire terrien ; ils ont construit des maisons de 90m² qu'ils louent 15€/mois. Ils se sont regroupés et exploitent les terres sous forme de coopérative. En France, les coopératives existent sous de multiples formes (l'électricité verte Enercoop, les vêtements Ardelaine, les chèques déjeuner depuis 1964, l'acier de Ploermel-Bretagne, ...) ; tantôt, elles se sont créées directement sous cette forme, tantôt les ouvriers et employés ont repris une activité que le système capitaliste abandonnait. Ce fut ainsi le cas de Ploermel, qui en 2005, allait disparaître. Aujourd'hui, les bénéficiaires vont en majorité dans l'investissement dans l'outil de travail (60%) ; le reste va aux salariés et aux sociétaires. D'après *Bastamag*, « le nombre d'accident du travail a été divisé par deux ». Une autre lutte est à suivre : celle des « FRALIB » ; ils veulent, à Gémenos, poursuivre la fabrication du thé l'Eléphant qu'Unilever a décidé de délocaliser ! Cela fait 120 ans que cette entreprise existe, les salariés ont un véritable savoir-faire et pendant ce temps « UNILEVER annonce ses résultats 2010. Une croissance la plus élevée depuis 30 ANS avec un chiffre d'affaires en hausse de 11,1%. Ce chiffre d'affaires se monte aujourd'hui à 44 300 000 000 d'euros »

Il ne faut pas chercher très loin les alternatives au capitalisme, il faut juste soutenir leur développement !

Péhachelle

R

POLice emploi

Pôle emploi a été créé de la fusion de l'ANPE et des ASSEDIC. L'objectif du gouvernement n'était pas de rendre un meilleur service aux usagers. Au contraire, cette fusion visait :

- d'une part la privatisation du service public de l'emploi et des agents afin de mettre toujours plus la pression sur les chômeurs en les obligeant à prendre n'importe quel emploi à n'importe quelles conditions salariales. Le résultat de cette privatisation ? En accroissant la concurrence entre les travailleurs avec et sans emploi, augmenter la pression à la baisse sur les salaires de TOUS les salariés;

- et d'autre part la mise sous tutelle de l'Etat du versement des indemnités de chômage, comme un premier pas vers le démantèlement de cette branche particulière de la protection sociale.

Pour ce faire, le gouvernement et la direction générale de Pôle emploi ont mis en place un droit à renoncer au statut public pour les agents issus de l'ANPE en contrepartie d'une hausse substantielle de salaire. Evidemment, des salariés de droit privé sont moins protégés que des salariés de droit public... et donc plus soumis aux pressions de la hiérarchie. Alors qu'en 2009, au moment de la fusion, 2/3 des personnels étaient de droit public, aujourd'hui, il n'en reste que plus 15%.

C'est dans ce contexte que des attaques et un véritable harcèlement ont lieu contre celles et ceux qui sont restés sous statut public, surtout s'ils ont la malencontreuse habitude de ne pas se laisser faire ou s'ils sont syndiqués, un peu à l'image de ce les camarades des autres "services publics" entièrement ou partiellement privatisés ont pu subir. Depuis quelque temps les sanctions disciplinaires se multiplient en particulier contre des camarades de la CGT.

Un de nos camarades de la CGT-Pôle-Emploi Lorraine a fait l'objet d'une sanction. Ce qui lui est reproché ? Sous les termes d'insubordination et de sentiment d'impunité, c'est son activité syndicale, comme militant et élu, au service des salariés de Pôle emploi et contre les projets destructeurs de la direction qui est visée... Cela fait d'ailleurs maintenant plusieurs années que ce collègue est dans la ligne de mire.

Mais cela aurait fait "mauvais genre" que d'attaquer un militant pour son engagement, alors la direction a dû chercher des prétendus manquements professionnels. Que sont-ils ? Trois retards et un départ avant la fin de la plage fixe, alors qu'il était malade : cela méritait-il de se retrouver 3 mois sans salaire ?! Mais aussi et surtout, la saisie de trois entretiens de suivi de chômeurs alors qu'ils n'avaient pas été présents physiquement ! Trois entretiens prétendument "fictifs", alors que quotidiennement, nos directions d'agence, shootées aux objectifs et accro aux "dialogues de performance", nous demandent de bidonner les chiffres par tous les moyens possibles et imaginables. La direction ne manque décidément pas d'audace. Depuis toujours, pour atteindre leurs sacro-saints objectifs en termes de volumétrie d'entretiens et ainsi "faire du chiffre" selon la formule consacrée, nos directions nous ont exhortés à saisir des conclusions "bidons" avec des codifications ne correspondant pas aux circonstances réelles de réalisation de ces entretiens.

La décision du DG n'est pas anodine. La normalisation est en marche à Pôle emploi. Récemment un collègue et camarade de la CGT d'une autre région a été sanctionné de la même manière (exclusion temporaire de fonction) pour avoir dit ce qu'il pensait de Pôle emploi sur sa page privée facebook ! On croit rêver... enfin plutôt cauchemarder

Nous vous proposons donc de faire un don. Pour cela, il vous suffit d'envoyer un chèque libellé à l'ordre de Solidarité Jean Pierre, par la Poste : CGT Pôle emploi Lorraine, 2 rond-point Marguerite de Lorraine 54000 Nancy.

Soit en effectuant directement un virement bancaire

Coordonnée du compte : solidarité Jean Pierre Rcaud / créditcoop Nancy 42559 00085 41020025282 14.

Cet argent servira en priorité à compenser la perte de salaire, puis s'il y a assez à payer les frais de procédures pour assurer sa défense.

La rédaction de RésisteR ! pense que Guéant est une ordure qui ne mérite pas plus de deux lignes. Cela dit, un de nos lecteurs lui parle encore : il lui a adressé une lettre ouverte. Extraits.

« Monsieur Guéant*,

J'ai eu vent d'une phrase que vous auriez eue lors d'une petite réunion entre amis samedi 4 février. Sans doute cela est-il le fait de quelque indiscretion, aussitôt relayée par un de ces journalistes toujours si prompts à déformer vos propos et amplifiée par quelque média racoleur en mal d'audience. Sans doute est-ce la bien-pensance qui pourtant me pousse à réagir. À moins que, censeur qui s'ignore, j'estime que toutes les opinions ne se valent pas ? Vous auriez tenu, Monsieur Guéant, les propos suivants :

« Pour nous, toutes les civilisations ne se valent pas. Celles qui défendent l'humanité nous paraissent plus avancées que celles qui la nient. Celles qui défendent la liberté, l'égalité et la fraternité, nous paraissent supérieures à celles qui acceptent la tyrannie, la minorité des femmes, la haine sociale ou ethnique. »

(...) Une erreur de logique, d'abord. Vous affirmez, Monsieur Guéant, que les civilisations qui « défendent la liberté, l'égalité et la fraternité, [vous] paraissent supérieures ». Ah Monsieur, comme vous avez raison, tant il est vrai que ces valeurs sont unanimement partagées par l'ensemble de la civilisation occidentale ! Notre civilisation ne datant pas d'hier, je suppose, Monsieur, que vous avez oublié, dans un instant d'égarement, de préciser que le massacre des Cathares, celui de la Saint Barthélémy, les guerres européennes, l'affaire Dreyfus, les deux guerres mondiales, le génocide des Juifs et des Tziganes, le coup d'État de Pinochet, les nettoyages ethniques dans les Balkans, et j'en passe, tout ceci n'a aucun rapport avec la civilisation occidentale, tout ceci est l'oeuvre d'individus isolés, de fous, et que jamais nation occidentale n'y prit part. Mais peut-être tout ceci était-il tellement évident que seuls les sourds ne l'ont pas entendu ?

(...) Votre seconde erreur, Monsieur Guéant, est méthodologique. On peut toujours juger, on peut toujours comparer, encore faut-il savoir précisément ce que l'on compare. Tout pressé que vous êtes de nous fournir des affirmations percutantes et simplificatrices, afin sans doute de nous épargner l'effort d'une activité intellectuelle, la vision du monde que vous nous offrez est d'une affligeante superficialité : de quoi parlez-vous, Monsieur, lorsque vous évoquez les civilisations ? (...)

Sylvain Raybaud »

* Fumier ! NDLR



La piste de l'extrême droite

Dans la série d'assassinats de Toulouse et Montauban, les enquêteurs ont un moment communiqué sur une piste : celle de l'extrême droite, haineuse contre les Musulmans ou Antillais (les militaires cibles du tueur) et contre les Juifs (l'école cible à Toulouse). Et puis finalement, une fois découvert que l'auteur des crimes était un certain Mohamed Merah, genre exalté intégriste musulman, on aurait dû admettre que la piste de l'extrême droite n'était pas la bonne.

Et pourtant... quand on a pour programme de combattre les gens parce qu'on estime qu'ils n'ont pas la bonne religion ou qu'ils ne la respectent pas comme il faut, ou bien parce qu'ils n'ont pas la bonne nationalité, origine, couleur de peau, etc., est-ce que ce n'est pas un programme d'extrême droite ? Quand on voit Guéant, Marine Le Pen et autres fachos prôner l'union nationale après les assassinats, de qui se moquent-ils ?

Le Pen et sa haine des immigrés, Guéant et son discours sur les civilisations qui ne se valent pas, Sarkozy (surnommé Nicolas Le Pen par le *Wall Street Journal*) et sa campagne anti-halal... tous ces gens ont très bien pu inspirer Merah avant son passage à l'acte. Pas seulement par réaction contre leur rejet de l'islam, mais plus directement par adhésion à leur ligne agressive, répressive, hostile à l'étranger : le fond commun des fascistes de tous les pays.

LE NID PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE

Dans un geste puissant et à jamais énigmatique, Jojo s'en est allé. Enfin libre ! Adoré par les promeneurs de la Pépinière, cajolé par des générations de visiteurs, mais, pourtant, enfermé derrière une vitre épaisse, dans un réduit poisseux, loin de son Afrique natale, privé même des plaisirs compensatoires promis par Brassens, à un gorille, dans la chute d'une chanson fameuse.

À l'angle de la rue Sellier et de la rue Claudot, à Nancy, un couple de cigognes avait fait son nid, perché fièrement sur une cheminée, chauffage au sol, tout confort, avec vue imprenable sur le parc voisin (par temps de crise, mieux vaut investir dans la pierre). La belle vie, quoi ! Et quel plaisir toujours renouvelé, pour le piéton que je suis, de constater les admirables décorations blanchâtres offertes par ces volatiles aux automobiles garées en contrebas de leur perchoir ô combien artistique. Pollock est mort, sa technique demeure d'une folle actualité !



Un an que ça durait. Et puis, un jour, un syndic d'immeuble zélé, un fonctionnaire municipal obéissant, sans doute des crève-la-faim qui gobent les ortolans le jour de l'An, au prétexte de la peur étonnante de se prendre 600 kg de brindilles sur le nez, rien qu'en passant par là – que ne ferait-on pas pour garantir la sécurité des bourgeois ? –, le nid a été « démonté », mot très gentil pour dire « détruit », par la mairie de Nancy, qui n'a que ça à faire puisque tout le reste est parfait... Les éléments se sont ligüés pour chasser les ciconiidés qui faisaient la fierté du quartier et le renouvellement de son attrait pour les touristes. Bref, les cigognes ont été chassées. À la stupéfaction des habitant-e-s, mêmes de ceux qui avaient eu, de multiples fois, à briquer la carcasse de leur voiture à moteur.

La mairie de Nancy exigeait que la volaille regagnât son bercail, dans le ridicule enclos aux daims du parc voisin, où elles avaient résidé à la fin de leur période de captivité. Mais, qu'il est difficile d'ordonner à la nature... Les noms d'oiseaux ont volé et le couple de cigognes a reconstruit son nid, à l'identique, à quelques coups d'ailes de là, rue Vallin, un du genre coquet et donnant sur la cour d'un immeuble imprenable.

Ce bel exemple d'effronterie volatile, cette résistance remarquable ont tout pour nous plaire. Ils nous encouragent à soutenir un vaste mouvement de libération animale auquel pourraient prendre part veaux, vaches, cochons, couvées... Allez, les enfants, ouvrez la cage aux oiseaux ! Libérez vos canaris, vos chiens, vos chats, vos serpents, vos tigres, vos tamagotchis... Allez, nos ami-e-s les bêtes, quittez vos cages à la propreté douteuse, vos enclos si petits, vos prés et vos parcs inconfortables, vos paniers de mémères, vos niches trop sages, vos stabulations aux relents de purin !

Luttez pour que cessent sans tarder ces débats stériles et sempiternels sur la façon de vous occire ! Refusez l'immonde, le sordide, le sang ranci dans les sillons impurs des abattoirs, les viandards coupables de votre injuste trépas !

Peut-être qu'à la fin, saisis par le constat qu'ils ne font qu'un avec tout le reste, par un irrépressible besoin d'émancipation, les humains se décideront, eux aussi, à se libérer de leurs chaînes. À tire d'aile.

Piéro

R

Fascisme tranquille: organiser la délation au quotidien

Après Velaine-en-Haye (54) à l'automne 2011, c'est aujourd'hui la commune de Marly (57) qui met en place l'opération "voisins vigilants". La première est dirigée par Philippe Morenvillier, le remplaçant de Morano à la députation (ça pose son homme), la seconde par Thierry Hory, sans étiquette mais qui se dit quand même "souverainiste, gaulliste", et partisan d'une "Europe des Nations".

Deux communes où il est avéré qu'il se passe tellement peu de choses que les "citoyens" doivent s'ennuyer grave. Du coup commères et concierges sont invités à une "participation citoyenne" (évidemment) qui consiste à fouiner et dénoncer à la police les comportements suspects, cambriolages, etc. Dis, grand-père, ça ne te rappelle pas comme c'était chouette à l'époque du Maréchal ?



Une gentille occupation... bien encadrée

Regroupés sous la porte de la Craffe, une trentaine de militants syndicaux attendent les retardataires.

« Les voilà ! »

Dernière mise au point sur la haute stratégie convenue par mails codés :

« Bon, on fait comme prévu. Chantal et Christine vous vous présentez devant les portes du rectorat, dossiers sous le bras. Aussitôt le tire-suisse actionné, vous bloquez chacune une porte et nous arrivons en courant ! »

C'est parti ! En un éclair nous nous retrouvons tous dans le hall. Essoufflé, j'arrive bon dernier. Alors que les premiers grimpent quatre à quatre les marches de l'escalier qui les conduit au bureau du recteur situé au dernier étage, je rassure l'hôtesse d'accueil visiblement paniquée.

« Je vais perdre ma place. Vous allez tout casser et je serais tenue pour responsable !

mais non, tentais-je de la rassurer, nous ne sommes ni des preneurs d'otages ni des bandits de grands chemins. Tout au plus nous mettrons gentiment le feu à l'immeuble si le recteur ne revient pas sur sa décision de supprimer nos 804 emplois à la prochaine rentrée ».

Le souffle retrouvé, je m'engage dans la terrible ascension pour atteindre le Golgotha de l'Education Nationale d'où domine le général d'empire des hussards de la république : le recteur !

Arrivé sur le pallier, à ma gauche, une porte munie d'un digicode. A travers une vitre j'aperçois un petit couloir au parquet ciré, lumière indirecte et murs recouverts d'une moquette douce et de tableaux. Impossible d'entrer. J'avise une porte à droite sans vitre, sans digicode. Je l'entrouvre. Un couloir sombre, au sol des trous dans le balatum, de la peinture défraîchie, grise et sale. Un couloir du KGB dans un film de la guerre froide !

Enfin, entre ces deux portes, une plaque au mur indique « salle d'attente ». Au moment où je me dirige vers la porte, un géant cravaté et « qui mange bien à la cantine » me barre la route.

« - Où allez-vous ?

- A la salle d'attente, pardi !

- Pourquoi faire ?

- Bah, attendre !

- Attendre quoi ? » me dit-il l'air de plus en plus agacé.

- Eh bien, cher monsieur, pour attendre que le recteur veuille bien nous redonner les 804 emplois qu'il veut nous voler !

- Vous allez attendre longtemps ! » conclut-il avec cette certitude et fermeté dignes d'un gardien de prison à l'adresse d'un prétendant à l'évasion !

Ayant rejoint mes petits camarades, j'apprends que l'olibrius, que j'avais pris pour un vigile, était en fait le DRH du rectorat.

D'autres comportements aussi hostiles se répétèrent par la suite. Comme ces ouvriers d'Etat contraints de jouer aux gardiens du temple avant l'arrivée des forces de l'ordre sur ordre du directeur de cabinet reconverti en adjudant de compagnie. Ce même Dircab, dans son costume de grand communiant, qui ne nous lâcha pas les baskets et qui, informé par « un bon Français », fit fermer la porte de derrière où nous allions discrètement fumer ou encore nous interdit l'accès à la machine à café, ce qui n'empêcha pas quelques résidents, enfreignant les consignes, de nous en livrer quelques gobelets ! Plus tard, on apprit qu'une quasi alerte générale avait été lancée dans tous les services alors que ni les lions de la Pépinière ni Sarkozy n'étaient signalés dans l'immeuble !

Vous l'aviez sans doute deviné, je ne travaille pas à l'Education Nationale. Je suis un militant, un parent, un citoyen qui s'inquiète des surcharges d'élèves dans les classes, des fermetures d'écoles et du déclin amorcé de ce service public, source de culture et d'émancipation.

Naïvement, je pensais que, sans nous réserver un accueil d'une France libérée, ces instruits qui dirigent et orientent l'instruction de nos enfants auraient fait preuve d'un peu plus de discernement à défaut d'une écoute complice ! Plus grave encore, la distance avec leurs subordonnées qui n'ont jamais vu le recteur dans leur service, leur attitude suffisante et leur soumission à une politique récessive de leur propre mission me font craindre le pire.

Un DRH de mon entreprise m'avait bien dit, au retour d'une formation managériale qui consistait à apprendre à gérer les hommes pour augmenter la productivité et la rentabilité, à restructurer et à procéder aux coupes sombres, qu'il y avait des directeurs et des DRH de la fonction publique. Aucun doute, ceux de Nancy ont bien appris !

Léon De Ryel

R

L'olibrius,
que j'avais
pris pour un
vigile, était
en fait le
DRH du
rectorat.

POURQUOI ON NE TE DIRA PAS POUR QUI TU DOIS VOTER

Tiens, **Résister!** ne donne pas de consigne de vote ?

Mais qu'est-ce qu'on va faire le 22 avril puis le 6 mai prochains ? Vu tout ce qu'on écrit numéro après numéro, il doit paraître évident qu'il y a un paquet de zozos pour lesquels il ne saurait être question d'aller voter. Comme on a épuisé notre quota de gros mots, on n'en fera pas la liste. Ensuite il y a débat. Sur les votes utiles et l'inutilité du vote. Mélenchon pour peser sur la gauche molle, la gauche molle pour barrer la voie à la droite dure, Eva Joly pour l'écologie, Poutou pour affirmer un anticapitalisme sans compromis, Arthaud parce qu'il faut bien une candidate communiste... ou l'abstention parce que notre avenir se joue ailleurs ? Quoi qu'il en soit, on ne va pas s'engueuler entre nous ni avec les lecteurs pour une bête histoire d'élections : les résistances, les mobilisations, les luttes sont des affaires bien plus sérieuses pour notre avenir à toutes et tous.

Et là, il faudra bien travailler ensemble à aller le plus loin possible.

L'abrutie du mois

Nora Berra raconte souvent des conneries. Normal: elle est ministre umpiste. Souvenez vous en pleine période de grand froid, c'est elle qui comme ministre de la santé conseillait aux SDF de ne pas sortir de chez eux... Le 22 mars elle était à Nancy, à la prison pour visiter une nouvelle unité de détention pour détenus souffrant de problèmes psychologiques. (On se demande ce que font des personnes malades en prison, mais un médecin comme Berra doit le savoir, et, en tout cas... elle visite).

L'Est répugnant du 23 mars nous raconte qu'apercevant une cellule toute neuve au cours de la visite elle s'extasie: « C'est agréable, et humanisé... ».

Agréable une cellule de prison ?

Si c'est si agréable que ça, Nora, pourquoi tes copains Chirac, Villepin, Copé, Tibéri, Takkiedine, Bettencourt, Woerth, etc. Pourquoi tes amis banquiers qui devraient y séjourner, font tout pour ne pas y aller ?

Vraiment il y a des coups de pied au cul qui se perdent...



TOUCHE PAS À MON RASED !

Les RASED (Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté) jouent un rôle crucial dans les écoles maternelles et primaires. Composés de maîtres spécialisés, rééducateurs et de psychologues, leur intervention dans le cadre scolaire permet à des élèves en difficulté de remettre « le pied à l'étrier » et d'éviter des situations d'échec trop lourdes. Aujourd'hui les suppressions de postes en menacent directement l'existence. Des parents d'élèves se mobilisent.

Vous êtes mobilisés pour la défense du RASED sur l'école de vos enfants. Pouvez-vous décrire la situation ?

Nelly Wahler. La situation est simple, mais dramatique. Mes enfants sont scolarisés à l'école maternelle et à l'école élémentaire des Trois Maisons. Actuellement on a déjà une seule personne, un maître rééducateur (« maître G ») pour 14 écoles qui doit aider les enfants en difficulté comportementale à se canaliser, à devenir des élèves comme les autres. Quelques chiffres : l'année dernière cette personne aidait 47 élèves et cette année elle en aide 73 par semaine. Et l'avenir : à la prochaine rentrée, son poste est supprimé... Dans le département, sur près de cinquante postes de maîtres G, il ne devrait en rester qu'une dizaine l'année prochaine.

Est-ce que ce sont seulement les parents d'élèves en difficulté qui se mobilisent ?

Nelly W. Tous les parents sont concernés : les parents d'élèves en difficulté bien évidemment parce qu'ils apprécient particulièrement l'aide du maître du RASED puisqu'ils en voient les effets au quotidien, mais les autres parents aussi. Personnellement je n'ai pas d'enfant aidé directement par le RASED, mais indirectement oui, certains enfants de la classe de mes enfants sont en difficulté. La maîtresse, pourtant pleine de bonne volonté, ne peut pas résoudre leurs problèmes. Par contre les maîtres du RASED qui aident ces enfants en difficulté permettent aux autres, par leur intervention, de

travailler plus sereinement. D'autre part, si aujourd'hui mes enfants n'ont pas besoin du RASED rien ne me dit qu'il n'en sera pas autrement plus tard...

Quelles actions avez-vous entreprises ? Comment voyez-vous la suite ?

Nelly W. Aujourd'hui nous informons les gens des suppressions de postes, et nous (parents d'élèves élus) avons organisé une projection débat du film *Un parmi les autres* qui explique l'activité des RASED. Par des pétitions nous souhaitons permettre que le poste de maître G actuellement supprimé soit remis en place. Nous allons écrire aux différentes autorités concernées, et sans réponse positive de leur part nous irons peut être jusqu'à occuper l'école, ou manifester de toute autre façon qui permettra de faire réagir les pouvoirs publics qui actuellement n'ont pas la conscience de l'importance de ce qui se joue au sein de l'école de nos enfants. Si le RASED n'existe plus, ce sont nos enfants qui en souffriront, qu'ils soient en difficulté ou pas. Sans le RASED les enfants en difficulté le resteront, et les autres pourront le devenir puisque plus personne n'aura l'aide dont il a besoin.

« Pour la rentrée 2012, une nouvelle vague de suppressions massives de postes de RASED est programmée, qui portera à près de 5000 le nombre de postes d'enseignants spécialisés de RASED détruits depuis 2008. Le ministère saborde ainsi le seul dispositif gratuit d'aides spécialisées et psychologiques à l'intérieur de l'école. Des milliers d'élèves sont sacrifiés, sous couvert d'une dette publique qui masque en réalité une vision ultralibérale de l'éducation. »

Signez la pétition nationale Appel des RASED <http://www.appeldesrased.fr/>

**Date limite d'envoi des articles Résister! #11 :
22/04/2012**

redaction@crr54.lautre.net

Comité de rédaction : 23/04/2012

Date de parution de Résister! #11 : 28/04/2012

Points de dépôts :

* **Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy**

* **Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy**

* **Bar B'Arts : 29bis, rue Gambetta - Pont à Mousson**

* **Vêt Ethic : 33 rue St Michel 54000 Nancy**

**Le Resf se met sur son 31!
Journée nationale de mobilisation
Samedi 31 mars 2012**

«La loi doit changer, régularisation!»

1. Cercle de silence à 15h00 place Stanislas
2. Lecture de l'adresse aux citoyens et candidats
3. Cortège pour remonter la rue Saint-Jean jusqu'à la place Maginot. Les enfants porteront des ballons multicolores avec le nom d'enfants placés en Centre de rétention
4. Lecture de la motion « **contre l'enfermement des enfants** »
5. La chorale des « Sans Noms » chantera ...

Le **samedi 23 juin à 20h30**, vous aurez le choix entre les bleus (peut-être) à la télé et les rouges sur la scène de la salle Poirel à Nancy.

La **Cie théâtrale "Les Antidépresseurs"** basée à Seichamps présente "Allô chérie ?... J'ai délocalisé ta mère" une comédie créée en 2008 et toujours (hélas) d'actualité, qui fait depuis 4 ans le tour de la francophonie (300 représentations).

Une comédie 100% lorraine, inspirée par l'occupation de la Direction Régionale de France Telecom en 1995. Auteur : J-Paul Cantineaux

Toutes infos sur tarifs et location sur le site www.les-antidépresseurs.fr/ à compter du 2 avril.

A l'initiative de RESF54(*)

Jeudi 5 avril 2012 au caméo Commanderie à 20H15

Projection du film « Les éclaireurs ». Un documentaire de Daniel Coche et Simone Fluhr

Ce film interroge l'état d'une société criminalisant ceux qui cherchent la sécurité et notre protection. Il montre aussi le combat mené au quotidien par les citoyens qui sont les témoins, plus ou moins impuissants, de leur désespérance.

Suivi d'un débat animé par Pascal Adam-Guarino de l'association CASAS

(*) RESF 54 : <http://www.educationsansfrontieres.org/article41828.html>

Journée du désarmement

Le Mouvement de l'Objection de Conscience, le Mouvement pour une Alternative Non-violente et Cacendr organisent une table ronde sur le thème : "**l'armement nucléaire en questions**"

jeudi 5 avril 2012 de 18h00 à 21h00 à la MJC Jean-Savines, à Villers-lès-Nancy.

Avec :

- Patrice BOUVERET : directeur de l'observatoire des armements (Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits) (www.obsarm.org).
- Paul QUILES : ancien ministre de la Défense, membre de l'association des maires pour la paix

Cercle du silence à **Pont à Mousson samedi 14 avril 10H30 place Duroc.**

Cercle de silence à **Nancy samedi 28 avril 15H00 place Stanislas.**

**Concours de pêche (tous poissons)
Dimanche 22 avril 2012 à Mouseland dès 7H**

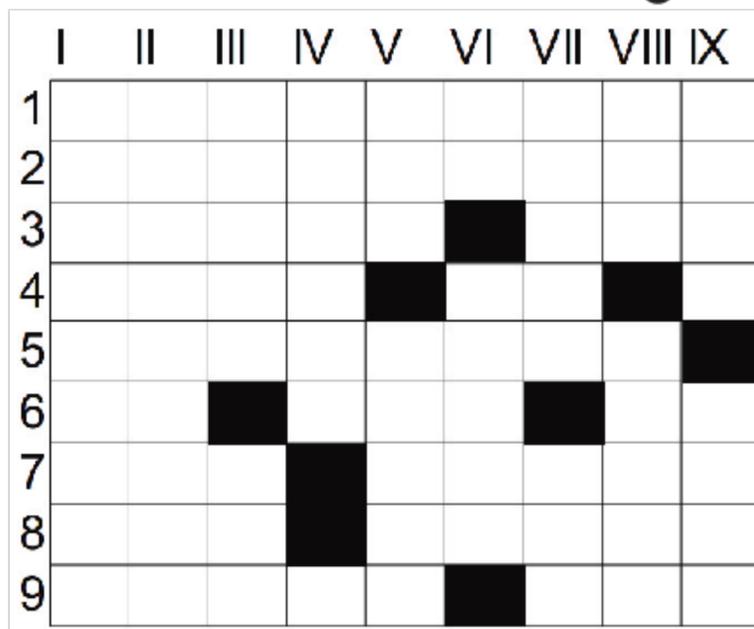
MOTS CROISES par Victor K.

Horizontalement

- 1 Ils auront ce qu'ils méritent avant l'été.
- 2 On peut en tirer un parti, c'est évident!
- 3 Fait n'importe quoi pour être remarqué. Mousse de Cork.
- 4 Enlevée. Chemin fréquenté.
- 5 Carbonate de plomb.
- 6 Le commencement de la fin du PCF. Club anglais. Réponse Irlandaise au TCE.
- 7 Apparus dans le désordre. Club de charité de gros bourgeois à la con.
- 8 Brama. Comme la fameuse dette.
- 9 Comme une réponse de Morano. C'est le début de l'Irlande.

Verticalement

- I Agira comme un patron avec le fruit de notre labeur.
- II Jadis on faisait tout un fromages de ces mines.
- III Greffer. Flûte.
- IV Il s'active en grandes pompes dès que les sondages montent.
- V Travail de fin d'études. Calomniée.
- VI A gauche de la FSU. Huile de purge.
- VII Dévoilant la trame.
- VIII Comme TF1 sans l'image. Ce qui survient fréquemment à l'écoute d'un politicien.
- IX Trou normand. Si on le faisait on dirait que c'est une fleur en désordre.



	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	S	O	C	I	A	L	I	S	T	E
2	P	R	I	S	T	I	N	A	C	
3	I	O	N		T	T	C		D	O
4	R		E	R	A		E	X	I	L
5	I	N	S	E	C	U	R	I	T	E
6	D	O		V	H		T		T	
7	O	R	L	E	A	N	A	I	S	E
8	N	I	E		N	E	I	N		S
9		A	L		T	E	N	O	N	S
10	O	S		F	E	S	S	E		E

Solutions #9